Alexandre Dézé : "Il faudrait déshystériser la production et l'utilisation des sondages"

Publication : mardi 15 février 2022 15:05

Le Monde, 15 février 2022

34 | IDÉES

Le Monde

MARDI 15 FÉVRIER 2022

Alexandre Dézé

« Il faudrait déshystériser la production et l'utilisation des sondages »

Le politologue publie un réquisitoire contre les enquêtes d'opinion politiques. Il estime qu'elles sont peu fiables et orientent le débat public

ENTRETIEN

Alexandre Dézé est maître de conférences en science politique à l'université de Montpellier, chercheur au Centre d'études politiques et sociales du même établissement et enseignant à Sciences Po Paris. Dans son ouvrage *10 leçons sur les sondages politiques* (De Boeck supérieur, 144 pages, 15 pouvoirs), il plaide pour une diminution drastique des enquêtes d'opinion politiques.

Quels reproches faites-vous aux sondages politiques ?

Le principal est l'importance inédite qu'on leur accorde. À ceux bassin de près 600 enquêtes pour couvrir un scrutin présidentiel, comme ce fut le cas en 2017. Cette surabondance est un problème. On peut aussi se poser la question de leur rôle dans la sélection des candidats, d'autant plus dans une situation où les partis politiques sont affaiblis. Jamais il n'y a eu autant de sondages, alors qu'il y a de véritables fédérées dans leur fabrication et que l'opacité règne.

Ces enquêtes peuvent-elles, tout de même, se révéler utiles comme outils d'analyse d'une situation politique ?

Je n'en suis pas certain, à tous les étages du processus, on peut repérer des problèmes qui laissent planer le plus grand doute sur leur fiabilité. Les sondages réalisés à six mois d'une présidentielle, par exemple, sont corrects dans 10 % à 15 % des cas (et encore !). Ils alimentent un débat politique à propos de rapports de force virtuels. On tente des candidats non déclarés, on oblige les répondants à des exercices intellectuels complexes où ils doivent imaginer plusieurs scénarios différents. Cela présuppose aussi une connaissance minimale des candidats et de la politique, ce que n'ont pas tous les répondants. Par ailleurs, il y a un problème avec les échantillons en forme de volontaires autorecrutés.

C'est-à-dire ?

On est loin des préroguts d'un échantillonnage classique. Un sondage représentatif, donc sans biais, est un sondage aléatoire où l'on tire les gens au sort. Mais, plus largement, tout est problématique dans la production de ces enquêtes : de la constitution des échantillons jusqu'à la formulation des questions, en passant par le redressement des résultats bruts. L'idéal serait de réduire le nombre de sondages politiques et d'augmenter leur qualité. Car, quand un sondage est bien fait, cela apporte des connaissances précieuses.

Si l'on ne se fonde pas uniquement sur les intentions de vote, les sondages peuvent aussi servir à décontruire des éléments de langage de certains partis. Par exemple, on voit que les principales préoccupations des Français sont le pouvoir d'achat, l'épidémie de Covid-19 et l'environnement, loin de la sécurité et l'immigration…

Sans doute, mais en général, les questions posées ne sont pas celles des gens, mais plutôt celles que se posent les commanditaires des enquêtes. Il faudrait des questions ouvertes pour déterminer les préoccupations réelles. Les enquêtes génèrent ainsi des résultats « artefactuels », c'est-à-dire artificiels, en faisant croire que leurs résultats sont l'émanation directe de « l'opinion publique ». Mais, en fait, on ne laisse pas les gens répondre ce qu'ils veulent, du moins quand ils répondent.

L'une des critiques que vous adressez aux sondages est qu'ils fabriquent l'opinion publique et peuvent même créer des situations politiques factices. Certains candidats ne le seraient pas sans ces enquêtes d'opinion ? Par exemple, Éric Zemmour. Est-il un produit sondagier ?

> « LES QUESTIONS POSÉES NE SONT PAS CELLES DES GENS, MAIS PLUTÔT CELLES QUE SE POSENT LES COMMANDITAIRES DES ENQUÊTES »

Éric Zemmour part avec un capital médiatique énorme, avec un agitateur. Mais on voit qu'une part importante de sa candidature a été construite médiatiquement et sondagièrement. La bulle spéculative qui s'est emparée des sondages à l'automne 2021 a créé des effets d'accréditation et de qualification de sa candidature. Certains instituts lui accordaient alors presque 19 % d'intentions de vote et en faisaient croire que leurs résultats sont l'émanation directe de « l'opinion publique ». Mais, en fait, on ne laisse pas les gens répondre ce qu'ils veulent, du moins quand ils répondent.

La commission des sondages existe et régule la pratique. Est-elle efficace ?

C'est une autorité qui a peu de pouvoir, composée d'individus qui, pour la plupart, ne sont pas spécialistes des sondages. Elle mène depuis 1977 et, à ma connaissance, elle n'a jamais prononcé de sanction. Cela pose question sur le nombre de sondages politiques problématiques. La commission devrait, par exemple, laisser une enquête sur les accès jurés *[des internautes ayant accepté d'être interrogés et qui le savent à plusieurs reprises]*. Au début des années 2010, Hugues Portelli *[ancien sénateur Les Républicains du Val-d'Oise]* et Jean-Pierre Sueur *[sénateur socialiste du Loiret]* ont testé de nouvelles règles pour rendre le secteur plus transparent. Le projet a été adopté au Sénat à l'unanimité, mais il a fallu attendre 2016 pour qu'il le soit à l'Assemblée. La législation reste encore trop légère et le contrôle de la commission peu contraignant pour les instituts.

Comment les instituts peuvent-ils agir pour établir des études moins contestées ?

Il faudrait commencer par déshystériser la production et l'utilisation des sondages. Les instituts ont aujourd'hui une véritable hantise de ne pas « sentir » la présidentielle, donc le pli qu'ils prennent. Même si les enquêtes politiques ne rapportent pas grand-chose car elles nuisent à leur image, elles offrent une visibilité énorme. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ABEL MESTRE

Phoca PDF